

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 15 - 1 FRANC - 11-8-1971

LE NOUVEAU VISAGE DU P.C.

Une relance de la Bourse ?

L'enquête qui se poursuit actuellement sur les activités des dirigeants de la Garantie Foncière a porté un sérieux coup à la confiance que de nombreux épargnants entretenaient dans les placements immobiliers. Or, si l'on considère exactes les estimations des pouvoirs publics relatives à l'évolution du coût de la vie en 1971, on doit constater que les hausses salariales élevées ont permis de dégager une épargne importante. Celle-ci est prête à s'investir là où les profits seront considérés comme devant s'avérer fructueux. Dans cette conjoncture, le rapport Baumgartner sur la situation de la Bourse en France peut, si ses conclusions sont suivies par le gouvernement, précipiter une évolution caractéristique vers un « retour en grâce » du marché financier.

Certains aspects de ce rapport sont cependant assez décevants. On reste confondu devant la complexité de certains mécanismes préconisés qui ne peuvent que décourager l'épargnant moyen et peu averti. Le développement de la Bourse auprès d'un vaste public est, à notre avis, plus lié à une simplification de ses procédures qu'à un perfectionnement confinant à l'ésotérisme. Le succès des organismes de placements immobiliers résultait d'ailleurs en partie du fait que l'épargnant était assuré de percevoir un revenu élevé sans être obligé d'intervenir fréquemment dans la composition de son capital.

Une tendance actuelle inciterait à organiser une certaine stabilisation de la Bourse quelque peu calquée sur le modèle évoqué ci-dessus. Cette attitude procède principalement du constat de baisse des valeurs boursières enregistré depuis 1962. Pour ramener l'épargnant vers le marché financier, il est nécessaire de lui garantir un montant au-dessous duquel la dépréciation éventuelle de son capital se trouve arrêtée. Plusieurs formules ont été avancées à ce sujet ces dernières années, notamment celle de l'indexation. Le comité Lorain avait préconisé des réformes ; il faut croire qu'elles n'ont pas rencontré d'écho favorable puisque le problème se trouve de nouveau au point mort.

Le rapport Baumgartner va plus loin que les travaux de ses prédécesseurs, tout en restant fidèle à la tendance précitée. On doit le regretter. Considérer en effet la Bourse comme une institution financière de placement est certainement une erreur. La Bourse n'a d'attrait que par son caractère spéculatif, car ce sont les brutales variations en hausse ou en baisse qui peuvent intéresser ceux qui disposent de capitaux de base suffisamment importants pour réaliser des opérations profitables. La montée régulière des portefeuilles ne présente qu'un intérêt médiocre car l'avantage se trouve étalé dans le temps, et la perspective de gain est de ce fait trop éloignée. En revanche, elle a l'immense inconvénient de

retirer à la Bourse son caractère fondamental de « pari-permanent ». Une Bourse « stabilisée » n'est plus une Bourse que de nom, elle a perdu le moteur de son activité.

Il est également vain de vouloir « moraliser » la Bourse. Les institutions immorales ont leurs règles propres auxquelles il est préférable de ne pas toucher. La Bourse est dans ce cas. Dans la mesure où on accepte son existence, il faut en tirer les conséquences logiques et la laisser se développer selon les mécanismes les mieux conformes à sa nature. Or celle-ci requiert rapidité, vivacité, changements et bouleversements. L'intérêt porté au gain est d'autant plus marqué que l'on sait ce dernier élevé en contrepartie du risque de perdre. Le joueur du tiercé n'hésite pas à engager des sommes importantes s'il sait pouvoir en retirer un gain éventuel considérable. Dans un cadre différent, la Bourse connaît quelques analogies avec cette situation.

Un dernier point : M. Baumgartner préconise vivement un allègement de la fiscalité qui frappe les revenus des actions et obligations. Outre l'effet d'entraînement qu'une telle mesure ne manquerait pas de provoquer à un moment où le « tour de vis » fiscal s'accroît, on voit mal ce que la diminution des taxes apporterait de plus aux boursiers. Une légère augmentation de leur revenu ? Soit, mais si faible qu'elle ne paraît pas de nature à encourager la relance. En revanche, elle risquerait de mécontenter les assujettis aux autres impôts qui ne bénéficieraient pas des mêmes faveurs. En toute hypothèse, on voit d'ailleurs pas comment il résulterait de cette détaxation une hausse concomitante des valeurs.

Le problème de l'utilisation de l'épargne nationale reste posé. Il est particulièrement difficile à résoudre dans un pays où le libéralisme et le dirigisme cohabitent, où les lois du marché et la multitude des réglementations se rencontrent à chaque instant en situation d'équilibre instable. L'existence d'un tel climat ne peut raisonnablement conduire qu'à des demi-mesures de la part des gouvernants. Il faut cependant choisir mais, une fois de plus, les choix seront différés. L'Etat hybride d'aujourd'hui ne peut guère faire autrement. La réforme au sommet conditionne toutes les autres et, en particulier, l'amélioration des facteurs de formation de la richesse nationale.

Jacques DELCOUR.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

LE NOUVEAU VISAGE DU P. C.

L'Express a publié dans son numéro du 2 août un sondage de la SOFRES sur l'attitude des Français face au Parti communiste. Sans doute est-il prudent de ne pas accorder une valeur trop absolue au résultat de telles enquêtes, mais il convient toutefois de ne pas les négliger. Ce qui ressort le plus manifestement de ce sondage, c'est que l'image classique de « l'homme au couteau entre les dents » est en train de s'effacer. C'est ainsi que 50 % des personnes interrogées estiment que le P.C. est plus ouvert à la discussion que dans le passé, que 49 % pensent qu'il est « proche des préoccupations des jeunes » et que 52 % notent que le Parti « s'occupe avant tout du bien-être du peuple ». Par contre, faible est le nombre de ceux qui jugent que le P.C. « cherche à provoquer des désordres » (27 %) ou songe à faire la révolution (31 %). Les réponses tendent donc à montrer que les communistes ont réussi l'opération-séduction entreprise depuis quelques années avec les réunions du type « Dites-moi M. Marchais ». Il convient toutefois de remarquer que la réussite n'est pas encore totale : les résultats du jugement global demandé sur le Parti montrent que les Français hésitent encore quelque peu sur sa nature profonde. (33 % des personnes interrogées pensant que le P.C. a changé « plutôt en bien », 12 % « plutôt en mal », 22 % qu'il n'a pas évolué et 33 % sont sans opinion.) C'est que l'histoire du communisme, en France et en Europe, est loin d'être oubliée : sur 100 personnes, 40 pensent que le P.C. reçoit ses ordres de l'U.R.S.S. (29 restant sans opinion). De même, dans l'hypothèse où, associé aux autres partis de gauche, le P.C. remporterait les prochaines élections législatives, 50 % pensent qu'il chercherait à « tirer les ficelles à son profit » et 61 % prévoient que, mis par la suite en minorité, il chercherait à se maintenir au pouvoir par tous les moyens. L'histoire des démocraties populaires est donc encore présente dans l'esprit de beaucoup, et la condamnation de l'intervention soviétique à Prague n'y change pas grand-chose.

Peut-être le P.C. parviendra-t-il, à force de propagande, à faire disparaître ce handicap. Le verrons-nous alors triompher le plus légalement du monde puis installer

tranquillement sa dictature ? L'hypothèse ne peut être totalement écartée encore qu'elle soit très improbable. Par deux fois déjà, le Parti a été tout proche de la réussite : en 1936 d'abord, puis dans les années 1945-47 : politiquement et militairement, il pouvait prendre le pouvoir. Il ne l'a pas fait, laissant mourir le Front populaire, ou laissant désarmer ses milices et quittant finalement le gouvernement en 1947. Cette attitude de prudence, qui s'explique comme on le sait par des considérations de politique intérieure et surtout par le jeu de Moscou, sera sans doute celle du P.C. dans l'avenir. Le Parti, comme il l'a encore montré en 1968, ne souhaite pas la révolution. Sans doute ne veut-il pas, comme l'a écrit Andrien, courir le risque d'être laminé pour longtemps par une réaction de type militaire. Mais surtout, Moscou ne tient absolument pas à l'instauration du communisme en France. Puissance dont le caractère idéologique s'efface de plus en plus devant une politique à caractère impérialiste, elle a d'autres chats à fouetter : le maintien de son glacis européen et sa consolidation en Méditerranée par exemple.

On nous dira que le communisme en France représente une force, ce qui ne fait de doute pour personne. Mais c'est une force de plus en plus conservatrice, une puissance avec laquelle on peut discuter et dont on sait qu'elle n'ira pas trop loin dans la contestation : le plus souvent le P.C. combat, directement ou par C.G.T.

interposée, pour des objectifs essentiellement quantitatifs, que la société capitaliste réalise sans trop de difficultés. En fait, le P.C. fait maintenant partie de la classe politique classique, et manifeste, comme l'U.D.R. ou les vieux radicaux, une incompréhension totale aux problèmes fondamentaux de notre société. Mais il faudrait faire là tout le procès des méthodes marxistes d'analyse...

Ces quelques éléments, que nous développerons prochainement dans un dossier, montre qu'une stratégie exclusivement défensive, basée sur l'attente du « Grand Soir », est la plus stérile qui se puisse concevoir. Formulée par des gens qui sont prisonniers des schémas de 1936 ou de 1945, elle ne peut aboutir qu'à l'immobilisme le plus total. Nous avons mieux à faire qu'à attendre le couteau de l'égorgeur (qui d'ailleurs ne viendra pas). Nous avons à conquérir, nous avons à préparer et à réussir la restauration de la monarchie.

B. LA RICHARDAIS.

ERRATA

Dans la « lettre ouverte à Georges Friedmann » (N.A.F. n° 14) il fallait lire HUBRIS et non HYBRIS (première colonne) et « son charme ESSENTIEL » au lieu de « éventuel » (en bas de la deuxième colonne).

NOTRE PRESSE

DOSSIERS D'ACTION FRANÇAISE, trimestriel :
Dernier dossier paru : « L'Etat contre les libertés locales ? ». Franco : 3 F.
Abonnements : un an : 10 F ; étudiant : 5 F.
A.F. UNIVERSITE, mensuel
Numéro spécimen contre 1 F en timbres.
Abonnement : 1 an normal : 12 F ; étudiant : 8 F.
NOUVELLE ACTION FRANÇAISE, hebdomadaire :
Numéro spécimen contre 1 F en timbres.
Abonnement : 1 an : 30 F.

Certains se souviennent peut-être d'un débat commencé il y a plus de deux ans entre Baruch de *Combat* et Gérard Leclerc. Ce débat à la vérité, continue encore aujourd'hui. Peut-être aboutira-t-il quelque jour à un livre... nous avons pensé que la publication de quelques pages inédites sur une question centrale, présente depuis le début de la discussion, mais jusqu'ici, jamais abordée de front, intéresserait nos lecteurs.

Gérard Leclerc répond ici à un article, inédit lui aussi, de Baruch faisant reproche à Maurras et à ses disciples de révéler une romanité contraire à l'esprit authentique du christianisme, c'est-à-dire à l'enseignement biblique. C'est l'occasion de voir quelles raisons profondes animaient Maurras dans son combat contre la subversion et l'esprit de démesure qu'il discernait dans des courants religieux évoluant hors des disciplines du catholicisme traditionnel.

Commençons par régler une question de méthode. Lorsque Maurras s'en prenait à l'esprit juif, il le faisait de son point de vue, celui de la sagesse naturelle, forcément étrangère à toute vue de foi, indifférente au caractère sacré, révélé de l'Écriture, on peut le regretter, mais le croyant ne saurait refuser d'examiner des objections qui révèlent de l'intelligence commune, du sens critique naturel à tout homme ! Une objection décisive de la sagesse naturelle contre la révélation pourrait constituer un argument redoutable pour la crédibilité du message chrétien. C'est pourquoi je m'étonne que Baruch n'ait même pas l'air de se poser la question : l'objection de Maurras contre l'esprit juif est-elle recevable du seul point de vue de la raison ? C'est un premier point. L'Écriture est-elle réellement porteuse de cet esprit de subversion, de démesure où Maurras voit la mort de toute civilisation ? Second point, qui suit logiquement le premier et qui le suppose.

Pour les catholiques maurrassiens, il n'y a jamais eu de problème (que Baruch se rassure, ils avaient fort bien compris de quoi il s'agissait). Au premier point de la question, ils répondaient oui, au second ils disaient non, tandis que Baruch donne l'impression de passer à pieds joints au-dessus du premier point comme si ça n'en valait vraiment pas la peine. Pressé de prendre sa place au-dessus de la mêlée, en définissant un *tertium quid* qui serait à la fois l'orthodoxie et la synthèse supérieure dont il rêve, il écarte ce « dilemme anachronique » qui oppose « faux christianisme progressiste » et « Église de l'ordre ». Je pense moi aussi, cher Baruch, que la Foi et l'Espérance nous mènent bien au-delà de nos controverses philosophico-politiques, mais vous admettez que ce n'est pas une raison pour les enterrez ou les piétiner. Puisque nous en sommes aux images : l'échelle de Jacob ne supporte pas d'avoir ses barreaux inférieurs brisés. J'aurai presque envie de redire à votre

propos ce que Maurras disait de Sangnier : *« Notre philosophie de la nature n'exclut pas le surnaturel. Pourquoi dans son surnaturel ne sous-entend-il pas la nature ? »*

Peu de reproches paraîtront à mon interlocuteur plus cruels et plus injustes. Lui qui sans cesse rappelle à l'empirisme, à Aristote, part en guerre contre tous les idéalismes ! Justement, s'il était fidèle à sa méthode, il ne serait pas passé sans le commenter ou le réfuter sur ce texte décisif qu'il cite et que je reprends, puisqu'il concentre, à mon sens, en peu de lignes, l'essentiel du débat :

« La philosophie de l'histoire peut bien nous révéler ce qui arrivera si telle cause connue de ruine ou de renaissance survient... Un avenir peut être prévu sous condition, non cet avenir absolu qu'évoque Sangnier... Seul le millénarisme des juifs charnels prétend le percer. Mais depuis deux ou trois mille ans que son impudeur théorise ou spéculé, il se trompe ou trompe les simples qu'il traîne après lui... »

Je ne puis qu'approuver une pareille analyse qui règle son compte à tous les messianismes charnels et à la religion moderne de l'évolution. Marx, Sangnier, Teilhard, ils sont tous pris la main dans le sac, prophètes mensongers d'un avenir dont ils prétendent fournir la clef, une clef qui ne leur appartient pas ! Ils participent les uns et les autres de l'esprit de ce judaïsme charnel qui n'a pu abandonner son rêve d'hégémonie universelle pour se rendre à la prédication évangélique. Nous sommes dans le domaine de la philosophie politique et de la philosophie de l'histoire : impossible ici de s'émanciper de la pression des lois, des données permanentes sans cesse revérifiées de l'expérience. Nous avons déjà parlé du marxisme mais il faut y revenir puisque c'est Marx qui a poussé le plus loin les conséquences de son judaïsme charnel de ses pères.

LE MESSIANISME MARXISTE

En définissant ce qui me paraissait être l'erreur de Marx, j'ai tenté de montrer qu'en somme il y avait une carence fondamentale dans l'anthropologie de l'auteur du *Capital*. Depuis, ma réflexion et mes lectures ont corroboré mes premières intuitions. Morin et Friedman, excellents sociologues convertis du marxisme m'ont aidé par leur témoignage. Si l'un et l'autre ont abandonné le marxisme, c'est qu'ils ont parfaitement saisi que « ce qui ne collait pas » c'était l'essentiel, le fondement.

Le plus fort, c'est que pour Marx lui-même, le système ne collait pas. Il sentait comment son *homo economicus* était de lui-même incapable de se délivrer de ses aliénations. De là est née la mythologie du prolétariat accomplissant la grande mutation de l'histoire. C'est bien ce qu'Edgar Morin a compris : « La lacune anthropologique du marxisme a été colmatée par l'espérance messianique. » Marx n'avait fait que reprendre en la transposant, en la formulant dans son langage, l'espérance de ses pères. Désespérant de la condition humaine et renonçant ainsi à l'art royal mais humble de la politique, il extrapole, il rêve, il veut faire sortir l'espèce de ses limites en lui imposant un avenir fabuleux et merveilleux. L'Humanité est en route vers le royaume eschatologique, l'histoire est commandée par un processus d'évolution, un déterminisme absolu qui mène à la réalisation de l'homme générique.

La sagesse naturelle condamne ce prophétisme et ce messianisme charnels. La philosophie de l'histoire reconnaît dans la suite des événements humains, déterminismes (au pluriel !) hasard et liberté, rien qui ressemble à l'algèbre marxiste, rien qui évoque un *avenir absolu*.

Or, une constatation s'impose : tous les messianismes charnels, tous les prophétismes qui se sont réclamés d'un *avenir*

CR ET

STIANISME ROMANITÉ

absolu, depuis deux ou trois mille ans se rattachent au judaïsme charnel. L'Islam et son messianisme politico-religieux, qu'est-ce, sinon un avatar du judaïsme ? Le marxisme ? Et notre progressisme, teilhardisant ou non, qu'est-il sinon un retour au messianisme charnel ?

Avant de poursuivre plus avant la discussion, il me faut établir une première conclusion. Baruch élude toute réponse à la sagesse naturelle de Maurras en se situant d'emblée sur le terrain de la discussion idéologique. Nous allons l'y retrouver bientôt. Je ne dis donc pas qu'il a forcément tort. Seulement abandonnant la sagesse naturelle il semble la laisser tout entière à Maurras et lorsqu'il oppose Maurras à l'Evangile, c'est la sagesse naturelle qui paraît être opposée à la sainte Ecriture.

Cette impression paraît d'autant plus fondée que plus loin, il s'en prend au fonctionnement de la bureaucratie romaine ce qui est une façon selon lui de contester la romanité. Imprudent Baruch ! Si le vieux luteur tenait ma plume, il vous aurait répondu de bonne encre et de grand entrain. Les questions de gouvernement, pardonnez-moi, mais ça le connaissait ! Expliquer la routine par la fidélité à la tradition et romaine, s'il vous plaît ? Horreur ! Mais ces gens, dirait-il, n'ont pas compris que la tradition n'est intéressante en politique que parce qu'elle est l'intelligence de l'histoire et qu'en conséquence elle est forcément critique ! Justifier l'incurie administrative par l'histoire ? Mais, gronderait-il, s'il faut interroger l'histoire c'est pour éviter les désagréments de nos prédécesseurs. Si c'est pour retomber dans les mêmes panneaux, inutile !

Ces remarques, elles émanent de la sagesse politique. Baruch donne l'impression de ne pas songer un instant qu'elles puissent être faites. Non ! pour corriger les vices de la bureaucratie vaticane lui suffit le retour à l'Evangile. Je ne le contredirai pas là dessus mais je main-

tiens que la réflexion politique n'est pas inutile même pour assurer de meilleures structures aux organismes d'Eglise !

ORDRE ET JUSTICE

Donc Baruch laisse à Maurras la sagesse naturelle. Mais il y a plus grave. *« Je ne vois pas que Maurras, dit-il, entre son premier et dernier écrit, ait changé d'avis, sur cette opposition à l'esprit juif. Donc à la Bible, puisque l'esprit juif n'est nulle part ailleurs mieux que là. »* Ainsi, si j'en reviens au second point de ma question de départ, il est clair que Baruch y répond : Oui, l'Ecriture est réellement porteuse de cet esprit de subversion que Maurras dénonçait dans l'esprit juif.

Je suis très conscient que nous sommes arrivés ici à notre désaccord le plus grave depuis le début de ce dialogue puisqu'à cette question je ne puis que répondre catégoriquement : non ! Non, il n'est pas possible que ce qui est facteur de désordre, source d'anarchie et de despotisme (les deux sont liés) puisse être justifié par la révélation, être le fruit de la sainte Ecriture ! Ce serait contraire à la dignité, à la sainteté, à l'inerrance des textes sacrés...

Pour éviter tout quiproquo tous mauvais désaccord (c'est-à-dire fondé sur des malentendus), il me faut rappeler que l'ordre défendu et illustré par Maurras n'est pas le désordre établi et n'a rien à voir avec les conceptions d'un conservatisme poussiéreux et figé. *L'ordre ce n'est pas Créon, c'est Antigone !* Qu'on ne vienne donc pas me parler des appels à la justice sociale des prophètes pour les opposer à la défense de l'ordre ; je pourrai répliquer par un énorme volume sur Maurras et la question sociale. Ce volume va sortir bientôt puisque mon ami Bertrand Renouvin achève présentement sa thèse monumentale sur *l'Action française et les questions économiques et sociales* qui étonnera tous les adversaires et les prétendus disciples qui n'ont jamais compris

rien à rien. Ce qui est vrai pour Maurras est que la justice ne va pas sans l'ordre, que l'ordre ne va pas sans la justice, et qu'à la limite l'un et l'autre s'identifient. Ce qui est vrai c'est que les sociétés ont leurs structures, leurs lois de fonctionnement qui dépendent de leurs natures et qu'il ne peut y avoir de justice sans le respect des nécessités naturelles qui forment le substrat de la vie sociale. Ce qui est vrai encore, c'est que l'esprit révolutionnaire se targue de justice pour anéantir cet ordre nécessaire, nier ces nécessités structurelles. Cet esprit là est négativité pure ; le goût du néant le définit assez bien. La preuve de sa malfaisance essentielle est que partout où il sévit, il engendre, après une période d'anarchie, injustice et totalitarisme.

CHRISTIANISME ET ROMANITE

Ceci dit, le problème reste entier : Rome, ou plutôt le génie romain a-t-il corrigé le judaïsme et le christianisme primitif pour nous donner le catholicisme ? Maurras, incontestablement, a dû le penser un moment. En était-il vraiment convaincu, c'est une autre affaire. J'aurai plutôt tendance à croire que si l'affaire avait été entendue une fois pour toutes, il ne se serait pas converti. Car enfin, si christianisme et romanité avaient été si irréductiblement ennemis, une synthèse (le catholicisme) aurait-elle jamais été possible ? Vous distinguez le Christ de Dante du « bizarre Jésus romantique et saint simonien », lui demandait-on au début du siècle, mais qui des deux est le vrai, l'historique ? Il répondait c'était peut être une dérobade, qu'au moment du *chemin de Paradis*, cela ne le préoccupait pas. Il voyait d'un côté le christianisme de la Réforme, de l'autre le catholicisme. Le Catholicisme seul lui semblait « arche de salut des sociétés ». C'était ce qui l'intéressait. Voilà qui ne nous fait pas beaucoup avancer, car tout

de même il y a la question des textes.

« Il n'est pas impossible, lit-on dans la préface au chemin de Paradis, que *faie* heurté, chemin faisant, quelque texte brut de la Bible, mais je sais à peine lesquels. D'intelligentes destinées ont fait que les peuples policés du sud de l'Europe n'ont guère connu ces turbulentes écritures orientales qu'extraites, composées, expliquées par l'Eglise dans la merveille du Missel et de tout le bréviaire... »

L'aveu me paraît magnifique : « je sais à peine lesquels ». Il ne faut pas remonter très loin dans l'histoire de nos propres familles pour nous souvenir avec quelle méfiance on considérait les textes de l'Ancien Testament. Cela tenait à la méfiance du protestantisme, à l'hostilité au libre examen et aux lectures laissées à l'interprétation personnelle. Et puis tout de même, il y a de ces histoires dans la Bible, des scènes de cruauté, des apologies du massacre, beaucoup de choses à faire frémir ! Evidemment, je me fais l'avocat du diable. Mais je ne puis m'empêcher de songer aux frayeurs de M. Robert, ce sulpicien dont la part ne fut pas mince dans le renouveau des études bibliques, frayeurs à la pensée de voir ces textes doués d'une force qu'aucun écrivain n'égalerait jamais, tomber sous les yeux innocents et troubler la conscience des humbles. Ces textes sont terribles, on ne s'y aventure pas sans périls. La preuve : les grandes hérésies se sont toujours réclamées d'un retour à la Bible, les grandes maladies de l'Occident ont puisé en elle

leurs frénésies grâce à la lettre qui tuait l'esprit. N'est-ce pas pour s'être attaché à la lettre charnelle, que le peuple juif ne reconnut pas le vrai messie ? Ceci est fondamental et décisif.

L'Eglise, seule, est maîtresse du sens de l'Ecriture. Son enseignement nous est indispensable pour bien lire les textes sacrés. Faute de l'entendre, on se précipite dans des rêves mystiques insensés et on détourne le dynamisme de l'espérance juive de sa finalité. Le royaume eschatologique inauguré et instauré par le Christ se mue en société sans classe. L'homme nouveau régénéré par la grâce devient l'homme générique libéré des aliénations. A ne pas suivre l'enseignement de l'Eglise, mater et magistra, on risque d'oublier que ces biens matériels annoncés, ce royaume où coulent le lait et le miel ne sont que les signes du royaume à venir.

J'en conclus, moi catholique, que Maurras avait raison de s'en prendre à la lettre juive et qu'il était sage de n'admettre l'Ecriture qu'expliquée par l'Eglise catholique romaine. Mais j'ajoute immédiatement qu'il est regrettable que l'auteur du *Chemin de Paradis* n'ait pas eu une meilleure connaissance des textes sacrés, qu'on ne l'ait pas aidé à pénétrer le sens vrai et profond de l'Ecriture, ce qui lui aurait permis peut-être de pénétrer au cœur de l'Essence du Christianisme. Mais l'exégèse et la science de son temps ne contribuaient-elles pas à le renforcer dans sa méfiance ?

Les catholiques maurrassiens, si prévenus soient-ils contre la lettre juive, n'éprouvent aucune gêne à pénétrer au sein des magnificences de la Bible. Moi-même, de bons maîtres pour qui les recherches les plus modernes de l'exégèse n'avaient pas de secret m'ont aidé à comprendre et à goûter cette parole de Dieu qui ne contredit pas la sagesse naturelle mais la corrobore. C'est pourquoi je n'éprouve aucune tension entre mon maurrassisme et mon christianisme. Ce que la sagesse de Maurras condamne dans le progressisme et le judaïsme charnel, l'Ecriture le condamne tout autant.

Quant à la « romanité », elle a servi providentiellement d'instrument au christianisme dont le génie intègre les valeurs de civilisations les plus précieuses, les pensées philosophiques les plus élaborées pour les mettre au service de sa mission. D'ailleurs qui prononce le nom de la antique et christianisme dans une même évocation puisque c'est la Rome des papes qui nous a transmis l'antiquité et que par elle est née la civilisation dont nous vivons fondée sur la sagesse grecque et l'esprit organisateur latin mais vivifiée par le Christianisme. Je ne parviens pas à voir en quoi la romanité serait contraire au christianisme puisque c'est lui qui l'a colonisée et mise à son service !

GÉRARD LECLERC.

SERVICE LIBRAIRIE

Charles MAURRAS

- Critique et poésie .. 22 F
Mes idées politiques 20 F

Marie-Madeleine MARTIN

- Le Roi de France 15 F
Histoire de l'Unité
Française 14 F
Le Latin immortel ... 24 F

Hélène MAURRAS

- Souvenir des prisons
de Ch. Maurras .. 10 F

Bernard de VAULX

- Charles Maurras 15 F

A. BLANC

DE ST-BONNET

- Politique réelle 8 F

Adressez vos commandes au service librairie accompagnées de leur montant (augmenté de 1 F pour frais d'envoi).

PERMANENCES D'ÉTÉ

BORDEAUX

Permanence tous les jeudis
à 21 heures, chez M. J.-J.
Boisserolle, 44, rue des
Remparts, 33 - Bordeaux.

FEDERATION FLANDRES - ARTOIS PICARDIE

Pour tous renseignements,
s'adresser en août :
M. BEAGUE, 49, rue du
Maire-André, 59 - Lille.

PARIS

Jusqu'au 15 août, nos locaux, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}), seront ouverts tous les jours (sauf le dimanche), de 15 heures à 19 h 30.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- Nouvelle Action Française : Paris 642-31.
- A.F. Université : Paris 1918-59.
- Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

LA STRATEGIE DU COUP DE FORCE EN 1971

1. Une méthode intangible . . . des points d'application nouveaux

Immédiatement après la fin du camp de Bar-sur-Aube, les cadres de notre mouvement se sont réunis près de Gien avec une triple mission : mettre au point une stratégie de royalisation du pays viable dans la France des années 70, élaborer en application de cette stratégie des plans tactiques destinés à développer notre influence dans des secteurs donnés de la société française, enfin mettre sur pied les structures du mouvement qui permettraient la réalisation des objectifs ainsi définis. A l'heure où ces lignes sont écrites la session n'est pas encore terminée et de toute manière seul le Comité Directeur de l'Action Française est qualifié pour prendre des décisions définitives. Il est donc trop tôt pour présenter un plan détaillé de nos projets dans les mois et les années à venir. Cependant on peut d'ores et déjà dégager un certain nombre de lignes de forces.

A dire vrai, nos analyses sont considérablement facilitées par le fait que la stratégie de royalisation du pays telle que Maurras l'a définie au début du siècle reste applicable de nos jours. Rappelons-en rapidement les grands traits : Maurras n'a cessé de dire que le « complot à ciel ouvert » de l'A.F. passait par la réforme intellectuelle et morale de quelques-uns en vue de la réalisation du coup de force. Mais il faudrait se garder d'interpréter l'expression « réforme intellectuelle et morale de quelques-uns » dans un sens restrictif : sous prétexte que nous ne serons jamais très nombreux — et c'est exact — nous ne devons pas nous transformer en cénacle peu soucieux de faire connaître sur une grande échelle nos idées. Ce repliement sur soi-même constituerait une faute irréparable et ceux qui la commettraient seraient réduits à invoquer seulement leur stupidité pour se disculper de l'accusation de trahison que l'on pourrait leur lancer. Bien au contraire il s'agit de créer dans le pays ce que Maurras appelait « un état d'esprit royaliste ». Et nos maîtres se sont efforcés de développer des actions les plus spectaculaires possibles pour donner son impact maximum à la propagande de la Ligue d'A.F. : de l'affaire Thalamas au canular des Poldèves en passant par l'attitude des Camelots venant au secours des victimes des inondations parisiennes de 1910 il s'est agi à la fois de « susciter l'intérêt » en sabotant par la force un aspect de la politique républicaine (Tha-

lamas) ou en ridiculisant l'institution parlementaire (Poldèves) et de provoquer un courant de sympathie dans une couche donnée de l'opinion : catholiques victimes du combisme, Parisiens inondés, Français écœurés par l'impuissance du Parlement face à la crise économique qui se développait depuis 1929.

Ces opérations « coup de poing » permettaient de donner leur rayonnement maximum aux publications d'A.F., quotidien en tête, mais auraient été vaines si le journal n'avait pas eu un haut tonus intellectuel. C'est la conjonction de l'aspect publicitaire et de la valeur intrinsèque de la pensée d'A.F. qui nous a permis d'exercer une véritable fascination sur « l'intelligentsia » française pendant près d'un tiers de siècle. En profitant de ce magistère intellectuel, nos maîtres ont cherché à étendre notre influence de préférence parmi les « Français actifs » (1) de l'époque : aristocratie ouvrière d'avant la guerre de 1914 en lutte contre l'anarchie capitaliste libérale — et c'est tout le sens de l'expérience tentée par Henri Lagrange dans les cercles Proudhon — public catholique persécuté par les Lois laïques, anciens combattants écœurés par le sabotage de la victoire et la décomposition du parlementarisme. Sans doute, les succès partiels remportés avant guerre n'ont-ils pas permis de déboucher sur la victoire finale. Des accidents de parcours telle la condamnation pontificale de 1926, et accessoirement — pourquoi le cacher ? — des maladresses tactiques nous ont fait gâcher des cartes précieuses.

Il n'en reste pas moins que nous devons nous inspirer dans notre action de la méthode et des techniques expérimentées par nos maîtres. Nous inspirer mais non copier servilement.

En effet les conditions dans lesquelles nous sommes amenés à développer notre propagande ont sensiblement changé depuis une trentaine d'années. L'état bureaucratique gaullien et pompidolien a instauré au moins une apparence de stabilité au niveau des institutions en liquidant le parlementarisme et en mettant à profit le monopole qu'il exerce sur les « mass-media » à commencer par la télévision, pour ancrer dans l'esprit des Français l'image d'un Président garant de la Loi et de l'ordre. Des campagnes uniquement axées contre les tares institution-

nelles de la démocratie plébiscitaire risqueraient donc fort de tomber à plat. En revanche, la bureau-technocratie est bien incapable de résoudre les problèmes économiques, sociaux et culturels posés par sa politique. Si anesthésié soit-il par les « mass-media », le Français ne peut que ressentir douloureusement dans sa vie quotidienne les conséquences des aberrations technocratiques, de l'urbanisme à la pollution en passant par le problème des transports et l'Université. Notre rôle est donc de le prendre dans son cadre de vie et de lui montrer que celui-ci est déterminé par tout un système politique à abattre. Il suppose que nous analysions quels sont les thèmes qui dans cet ordre de préoccupations peuvent le plus sensibiliser nos compatriotes.

Mais un tel travail ne pourrait guère déboucher sur des actions efficaces si nous n'envisagions pas en même temps de nous assurer le contrôle de canaux d'informations suffisamment importants pour refaire la conquête de l'intelligence préalable indispensable à la mobilisation des « Français actifs ». Or il se trouve que les conditions dans lesquelles se diffuse l'information sont totalement perturbées par le développement des moyens modernes de communication. La puissance de ceux-ci est en effet telle qu'il serait vain de prétendre renverser l'Etat si on ne lui dispute pas son monopole sur les « mass-media ». Il convient donc d'éviter un angélisme gâteux qui nous interdirait de les utiliser sous prétexte qu'ils sont les véhicules actuels de la subversion. A l'inverse il est dangereux de singer mécaniquement l'adversaire dans l'usage qu'il en fait. Entre ces deux excès, il y a place pour une politique de l'information raisonnable et efficace. C'est ce que nous nous efforcerons d'analyser la semaine prochaine.

Arnaud FABRE.

(1) Maurras entend par « Français actifs » ceux qui, victimes du régime démocratique, ont le désir de changer radicalement l'état de choses actuel. Même si nombre d'entre eux ont été et sont éloignés de l'A.F., ils constituent des militants potentiels dans la mesure où nous saurons leur faire comprendre que nous sommes les seuls à pouvoir élaborer une alternative valable au système en place.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

La catastrophe de Pau :

QUE SE PASSE-T-IL A L'E.T.A.P. ?

L'Ecole des troupes aéroportées de Pau (E.T.A.P.) est en deuil. Dans la plus grande salle de l'école, habituellement réservée aux banquets de la Saint-Michel, patron des parachutistes, on a aligné les 37 corps des victimes de la catastrophe aérienne survenu à un Nord-Atlas 2501 le 30 juillet dernier. Ce genre d'accident est suffisamment rare, compte tenu des nombreuses heures de vol de ces avions qui se font à Pau, pour inciter à réflexion.

L'E.T.A.P. a le monopole de la formation parachutiste, tout du moins en ce qui concerne l'armée d'active. Elle assure un certain nombre de stages, allant du simple brevet-troupe (six sauts dont un saut de nuit), jusqu'aux plus complexes stages de chuteur opérationnel (chute libre). L'E.T.A.P., depuis sa création, a déjà décerné 350.000 brevets-troupe, ce qui est considérable. Mondialement connue, cette école accueille de nombreux stagiaires de presque tous les pays d'Europe, de l'ancienne Communauté française, du Moyen-Orient, etc.

L'E.T.A.P. contribue beaucoup à transmettre l'esprit parachutiste : mélange de chevalerie un peu teintée de Don Quichotisme, de combativité, de patriotisme. Une remarquable ambiance est entretenue par les moniteurs, généralement des sous-officiers qui, dans leur stage, sont tout puissants, y compris sur les officiers supérieurs.

La liquidation de l'armée entreprise sous De Gaulle et, contrairement à l'idée couramment répandue, a continué sous Pompidou. Toutes les vexations dont ont fait l'objet les paras, non seulement n'ont pas été rapportées, mais ont même été augmentées ; la plus connue est l'interdiction du port de la fameuse tenue Bigeard camouflée ; plus insidieuse la loi de l'« osmose », prescrivant qu'après six ou sept ans passés dans une unité parachutiste, tout officier ou sous-officier devait nécessairement passer dans une autre arme. C'était, croyait-on, la meilleure manière de « casser les paras » ; il en a d'ailleurs été exactement l'inverse : les osmosés allaient intoxiquer les autres unités.

Depuis, les vexations n'ont point cessé ; il y a trois ans environ, les moniteurs ont ressenti très durement l'interdiction qui leur était notifiée de ne plus faire chanter les élèves dans les maquettes ; cela ne gênait personne et au contraire détendait l'at-

mosphère de crainte qui régnait lors des premiers sauts.

LE MANQUE DE CRÉDITS

De même on a fortement restreint les crédits. Ainsi, les « Nord-2501 » sont de vieux appareils de 1953 qui n'ont pu être remplacés, et ainsi assurer de raisonnables normes de sécurité. Dans cette optique, toute récente est enfin la décision de dissoudre quatre unités de parachutistes (dont la seule unité de hussards-parachutistes, et l'un des deux fameux R.P.I.M.A. ou parachutistes d'infanterie de marine) qui avaient survécu à l'épuration gaullienne. Ces unités ont été remplacées par un régiment dit « interarmes ». Pour mener à bien cette opération de dissolution, il fallait obligatoirement se débarrasser d'une partie des cadres. On a retiré d'ailleurs de toutes les unités de parachutistes un certain nombre de cadres qui ont été reversés dans d'autres unités, notamment l'artillerie. Cette liquidation a touché un grand nombre de moniteurs de l'E.T.A.P. à Pau, sans doute les meilleurs, considérés comme ayant des méthodes relevant de l'armée prégaullienne. Aussi le mécontentement était-il grand à l'école.

L'accident du « Nord-Atlas 2501 » vient bien à point pour justifier dans l'opinion publique les mesures qui ont été aussi impopulaires à l'E.T.A.P. Certes, si l'accident avait concerné des appelés, la gauche se serait évidemment déchaînée contre ces « assassins des bons petits gars du contingent » ; s'il avait concerné des officiers, il aurait coûté horriblement cher à tous points de vue ; comme les morts sont des sous-officiers engagés, élèves officiers à Saint-Cyr, la demi-mesure est préservée.

UN AVION HORS D'ÉTAT ?

Les accidents mortels à Pau sont rarissimes ; il est, tout compte fait, plus périlleux de prendre sa voiture pour traverser Paris que de sauter en parachute. De la D.Z. (Dropping-Zone ou zone de saut) de Wright les avions décollent sans arrêt ; ratissée depuis des années, il n'y a plus un caillou sur cette immense surface de terre ; peu de chances donc de s'y tordre une cheville. Les seuls risques pris sont les suivants : lorsqu'un stage doit prendre fin de manière impérative, on « se débrouille » pour faire sauter quand même, quitte à

larguer en vitesse un peu bas entre les nuages. Les élèves officiers de l'E.S.M.I.A. étaient-ils en fin de stage ? Les a-t-on fait monter dans le premier avion qui semblait disponible ?

L'accident a eu lieu au deuxième passage, le premier passage étant toujours réservé au largage de deux « Sikis », parachutistes chargés de se laisser tomber de manière inerte afin que le pilote de l'avion puisse apprécier la dérive causée par le vent et régler le largage de tout le stick. Quoi qu'il en soit, rien n'empêchait le pilote de lâcher les parachutistes dans la nature lorsqu'il s'est rendu compte du danger. Un avion ne tombe pas de 400 mètres minimum en quelques secondes. Les normes de sécurité ont-elles été respectées en matière d'altitude ?

Une enquête répondra à toutes ces questions ; mais il est fort probable que les Français ne sauront sans doute jamais pourquoi 37 jeunes sous-officiers sont morts un après-midi sur la plus grande zone de saut de France.

Jean-Pierre BOULOGNE.

JEAN BOJU

Vous venez de lire l'article de Jean-Pierre Boulogne sur l'accident qui a coûté la vie à 37 élèves officiers de l'Ecole interarmes, le 30 juillet.

Notre ami, le militant exemplaire et dévoué que fut Jean Boju, était parmi eux. Jean avait milité à la section de Nantes, puis à celle de Toulouse pendant deux ans, enfin à celle de Strasbourg, avant de partir à Coët où il avait brillamment été admis ; il avait, dès le mois d'avril, rallié la N.A.F. et s'était mis à notre disposition pour mener, avec cette franche simplicité qui le caractérisait si bien, le combat qui est le nôtre.

Jean nous a quittés, c'est le premier deuil qui frappe notre jeune mouvement, il est peut-être significatif que ce soit celui d'un militaire en service commandé.

La N.A.F. demande à ses parents, à sa famille, de bien vouloir agréer ses sincères condoléances.

N.A.F.